

NOTE D'INFORMATION  
Octobre 2025, N° 2



L'ÉVOLUTION DU PAYSAGE  
MIGRATOIRE CANADIEN

# LE SYSTÈME D'ÉDUCATION INTERNATIONALE CANADIEN À LA CROISÉE DES CHEMINS

Lisa Ruth Brunner



CENTRE OF  
EXCELLENCE  
ON THE  
CANADIAN  
FEDERATION

**IRMS**  
CONCORDIA

INSTITUTE FOR  
RESEARCH ON  
MIGRATION  
AND SOCIETY

INSTITUT DE  
RECHERCHE SUR  
LES MIGRATIONS  
ET LA SOCIÉTÉ



THE UNIVERSITY OF BRITISH COLUMBIA  
Centre for Migration Studies

## À PROPOS DE CETTE NOTE D'INFORMATION

Cette note d'information est publiée dans le cadre de la série L'évolution du paysage migratoire canadien du Centre d'excellence sur la fédération canadienne. La coordination éditoriale et la correction d'épreuves ont été effectuées par Étienne Tremblay, la production par Chantal Létourneau et la direction artistique par Anne Tremblay.

Ce texte est une traduction de *Canadian international student policy at a crossroads*. Maxime Goldstyn en a assuré la traduction.

L'évolution du paysage migratoire canadien est un partenariat entre le Centre d'excellence sur la fédération canadienne de l'IRPP, l'Institut de recherche sur les migrations et la société de l'Université Concordia (IRMS) et le Centre for Migration Studies de l'Université de la Colombie-Britannique (CMS). Toutes les publications sont réalisées sous la direction de Charles Breton, directeur du Centre d'excellence sur la fédération canadienne, Mireille Paquet, directrice de l'IRMS, et Irene Bloemraad, codirectrice du CMS.

**Lisa Ruth Brunner** est une chercheuse-praticienne interdisciplinaire spécialisée dans l'immigration, la citoyenneté et l'éducation dans les contextes coloniaux du Nord global. Elle possède 15 ans d'expérience professionnelle dans le domaine de l'éducation internationale, dont une décennie en tant que conseillère pour les étudiants internationaux. Elle est actuellement chercheuse postdoctorale au Centre for Migration Studies de l'Université de Colombie-Britannique et consultante en politiques publiques auprès de l'Affiliation of Multicultural Societies and Service Agencies of British Columbia (AMSSA).

### Pour citer ce document :

Brunner, L. R. (2025). *Le système d'éducation internationale canadien à la croisée des chemins*. Institut de recherche en politiques publiques.

## REMERCIEMENTS

L'auteure tient à remercier Dan Hiebert, Dale McCartney et Sandra Schinneri pour leurs commentaires et les discussions qui ont entouré ce texte.

---

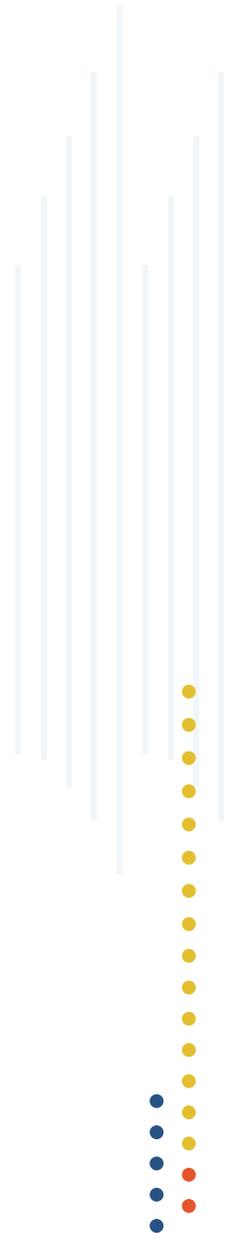
Cette note d'information a fait l'objet d'un examen rigoureux, interne et externe, par des pairs, afin d'en assurer la solidité et la pertinence politique. Les opinions exprimées dans ce document sont celles de l'auteure et ne reflètent pas nécessairement celles de l'IRPP ou de son conseil d'administration.

Si vous désirez obtenir de plus amples renseignements sur nos publications, veuillez nous contacter à l'adresse [irpp@irpp.org](mailto:irpp@irpp.org). Pour recevoir l'infolettre mensuelle de l'IRPP par courriel, vous pouvez vous abonner directement sur le site Web à [www.irpp.org/fr](http://www.irpp.org/fr).

Illustration : Auni Milne, Sumack Loft

## TABLE DES MATIÈRES

Faits saillants .....	3
Les étudiants internationaux et le consensus fracturé du Canada sur l'immigration .....	5
L'émergence de l'édugration en trois étapes au Canada .....	7
L'avenir du lien entre les étudiants internationaux et l'immigration au Canada.....	20
Recommandations .....	22
Références.....	25





## FAITS SAILLANTS

Alors que le Canada était autrefois une référence mondiale pour son articulation réussie entre enseignement supérieur et immigration, l'« édugration », sa politique en matière d'éducation internationale fait maintenant l'objet d'un examen public de plus en plus soutenu. Depuis les années 2000, les étudiants internationaux sont considérés à la fois comme un important bassin d'immigrants qualifiés et une source de revenus pour les établissements d'enseignement postsecondaire du Canada. Toutefois, la croissance rapide, stimulée par des pratiques de recrutement axées sur le marché, associée à une gouvernance fragmentée et à des priorités politiques changeantes, a mis en évidence des vulnérabilités sous-jacentes. Cette situation a érodé la confiance du public dans l'immigration, déstabilisé l'enseignement supérieur et sapé la réputation internationale du Canada.

Cette note d'information identifie quatre défaillances fondamentales à parer :

- **L'absence de coordination politique claire et intersectorielle.** L'arène politique, à la fois fragmentée, dispersée et instable, oppose de nombreux acteurs aux opinions divergentes et pourrait bénéficier d'une approche holistique de la planification à long terme et de la responsabilité partagée.
- **Une dépendance financière.** La dépendance excessive à l'égard des frais de scolarité des étudiants internationaux comme source de revenus a rendu les établissements d'enseignement postsecondaire vulnérables et sans alternative claire.
- **Un consensus public qui s'effrite :** Le manque de services et d'infrastructures adéquats pour soutenir les niveaux élevés de recrutement d'étudiants internationaux a érodé le soutien du public non seulement envers les étudiants étrangers, mais aussi l'immigration de manière plus générale.
- **Un manque de transparence et d'équité.** Les voies d'immigration complexes et incohérentes créent une incertitude et une vulnérabilité prolongées pour les étudiants internationaux, ce qui se traduit par un système marqué par la précarité et une potentielle exploitation.

Pour remédier à ces problèmes systémiques, la présente note recommande :

- **L'adoption d'une stratégie en matière d'éducation internationale** qui soit collaborative, à plusieurs niveaux et intersectorielle ;
- **Des voies d'accès à la résidence permanente prévisibles et clairement communiquées**, afin que les étudiants internationaux puissent faire des choix éclairés avant de décider de venir étudier au Canada ;
- **Une augmentation durable des investissements publics dans l'enseignement supérieur** afin de réduire la dépendance des établissements à l'égard des frais de scolarité des étudiants internationaux ;
- **Des services d'aide à l'établissement coordonnés et accessibles à tous**, avec une reddition de compte claire des acteurs gouvernementaux et institutionnels ;
- **Une transparence et une réglementation accrues des pratiques institutionnelles et de recrutement**, favorisées par des données publiques accessibles sur les résultats des étudiants.

En rééquilibrant le paysage politique en faveur de la durabilité, de la transparence et de la responsabilité éthique, le Canada peut mieux gérer les avantages économiques qu'il tire des étudiants internationaux, protéger l'intégrité des établissements et respecter ses engagements envers les étudiants internationaux qu'il recrute.



## LES ÉTUDIANTS INTERNATIONAUX ET LE CONSENSUS FRACTURÉ DU CANADA SUR L'IMMIGRATION

Pendant des décennies, le public canadien a eu une vision relativement positive de l'immigration (Hiebert, 2016). En 2023, cependant, les choses ont changé. Dans un contexte de frustration généralisée liée à l'inflation et à une pénurie de logements abordables — ainsi qu'à des discours publics de plus en plus nombreux présentant l'immigration comme ayant un impact négatif sur ces deux questions —, un nombre croissant de Canadiens a commencé à estimer que les niveaux d'immigration étaient trop élevés (Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada [IRCC], 2024a).

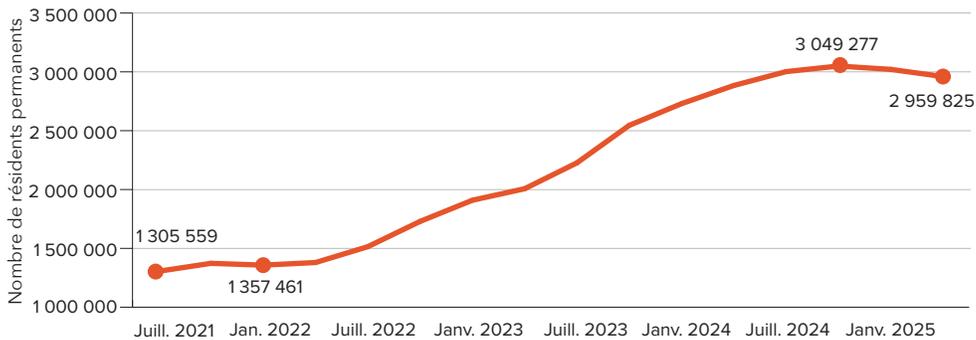
En guise de réponse, l'ancien gouvernement de Justin Trudeau, confronté à une baisse de popularité et touché par une vulnérabilité électorale, a introduit une série de mesures visant à réduire le taux d'immigration, en commençant par plafonner le nombre de demandes de permis d'études. Même si le nouveau gouvernement de Mark Carney cherche à attirer « les plus grands talents du monde pour bâtir notre économie », Ottawa a maintenu des objectifs d'immigration réduits pour tenter de revenir à des « niveaux viables » (Cabinet du Premier Ministre, par. 3).

La cause exacte de l'effritement du consensus canadien demeure nébuleuse. Une série de facteurs influencent l'opinion publique sur l'immigration, notamment les médias et le discours politique (Paquet et Lawlor, 2022 ; Wilkes et Corrigan-Brown, 2011), la polarisation politique (Mohamadian *et al.*, 2024) et les conditions économiques (Banting et Soroka, 2020 ; Wilkes *et al.*, 2008). Mais surtout, la baisse du soutien à l'immigration a coïncidé avec une période de croissance démographique nationale exceptionnellement rapide due à l'immigration.

Les taux de croissance démographique annuels du Canada en 2022 (2,5 %) et 2023 (3,1 %) ont largement dépassé ceux du reste du G7 et ont été les plus élevés au pays depuis 1957 (IRCC, 2024g). Bien que le taux de croissance a diminué en 2024 (1,8 %) en raison de la baisse d'immigration, il s'agit toujours de la troisième année la plus élevée depuis 1972 (Statistique Canada, 2025b). La croissance de la population canadienne a encore ralenti au premier trimestre de 2025 (0,0 %) (Statistique Canada, 2025a), en grande partie à cause d'une baisse du nombre de titulaires de permis d'études (Statistique Canada, 2025e).

Ce ne sont pas les naissances, mais bien l'immigration qui est le moteur de la croissance démographique du Canada depuis 1999 (Statistique Canada, 2015). Cette immigration était principalement *permanente*, c'est-à-dire que les personnes entrant au Canada détenaient le statut de résident permanent dès leur arrivée. La croissance enregistrée en 2022 et 2023 est inhabituelle, car une proportion sans précédent d'immigrants sont entrés en tant que résidents *non permanents*, un terme utilisé pour décrire les titulaires de permis de travail ou d'études, ainsi que les demandeurs d'asile et les groupes apparentés.

À l'automne 2021, le Canada comptait 1,37 million de résidents non permanents, soit 3,6 % de la population totale. Trois ans plus tard, ce nombre avait plus que doublé pour atteindre 3,05 millions, soit 7,4 % de la population canadienne (Statistique Canada, 2025e).

**Figure 1. Résidents non permanents au Canada, 2021-25**

Source : Statistique Canada (2025e).

En avril 2025, la proportion de résidents non permanents s'élevait à 7,1 % (Statistique Canada, 2025e). Le gouvernement fédéral a pour objectif de réduire ce pourcentage à 5 % d'ici 2027. (Voir figure 1.)

Ces dernières années, les résidents non permanents ont été de plus en plus nombreux à être associés au programme des étudiants internationaux — non seulement les titulaires de permis d'études postsecondaires, mais aussi leurs conjoints et ceux qui sont restés au pays avec un permis de travail postdiplôme (Lu et Hou, 2023; Statistique Canada, 2025d)<sup>1</sup>. En d'autres termes, le Canada a délibérément, mais sans que cela soit bien compris, harmonisé ses politiques d'enseignement supérieur et d'immigration, ce qui a joué un rôle important dans la montée des tensions au sein de l'opinion publique.

### La mobilité des étudiants internationaux d'un point de vue mondial

Jusqu'au XXI<sup>e</sup> siècle, les étudiants internationaux poursuivaient principalement leurs études à l'étranger pour des raisons de mobilité sociale temporaire et ascendante — par exemple, pour obtenir des diplômes prestigieux ou pour développer des compétences linguistiques qui leur permettraient d'entamer une carrière dans leur pays d'origine ou dans un pays tiers. En raison de tendances de mobilité ancrées dans l'histoire et façonnées par l'héritage colonial et les inégalités économiques mondiales, la plupart des étudiants internationaux quittaient des pays à revenu intermédiaire pour fréquenter des établissements hautement qualifiés dans des pays riches tels que les États-Unis, le Royaume-Uni et la France (Brunner et McCartney, 2025). Cependant, lorsque l'accès à l'éducation à l'étranger s'est étendu au-delà des élites pour inclure une classe moyenne mondiale en pleine expansion, l'éducation internationale est devenue une industrie de grande envergure, axée sur le marché et valant plusieurs milliards de dollars.

Dans les années 2000, la mobilité des étudiants internationaux a commencé à jouer un rôle supplémentaire. Bon nombre des principaux pays de destination ont été confrontés à un déclin démographique et à des pénuries de main-d'œuvre. Les étudiants internationaux étaient donc considérés comme des immigrants idéaux dans une compétition mondiale

<sup>1</sup> Un nombre important de ressortissants étrangers étudient également aux niveaux primaire et secondaire.

pour attirer « les meilleurs et les plus brillants ». Comparés à d'autres immigrants, on les considère comme plus faciles à accepter par le public et à intégrer en société, hautement qualifiés et, de par leur jeunesse, susceptibles de contribuer pendant de nombreuses années à l'assiette fiscale de leur pays d'accueil (Robertson, 2013). Ils sont également « préfiltrés » au moyen des évaluations de leur capital économique et culturel effectuées par les établissements d'enseignement supérieur lors de leur admission (Brunner et Li, 2022).

Ce ne sont pas tous les étudiants internationaux qui demandent la résidence permanente. Cependant, le lien entre l'enseignement supérieur et l'immigration, ou « édugration » (Brunner, 2021), a motivé une nouvelle cohorte mondiale d'étudiants, souvent sans autres options, à envisager cette voie comme un moyen d'accéder à la vie dans un pays à revenu élevé. La marchandisation des systèmes d'éducation internationale, comme en Australie et au Canada, a également favorisé la prolifération de programmes scolaires moins coûteux et de moindre qualité, en exploitant les désirs de cette cohorte grandissante.

Depuis, la mobilité internationale des étudiants est devenue une composante importante des migrations économiques temporaires et permanentes dans une foule de pays dépendant de l'immigration, notamment l'Australie, le Canada et l'Allemagne (Hawthorne, 2012 ; Organisation de coopération et de développement économiques [OCDE], 2022, 2024). Toutefois, beaucoup de ces pays se demandent aujourd'hui si la rétention des étudiants étrangers à titre d'immigrants permet d'atteindre les objectifs politiques visés (Collett, 2025). Entre-temps, la dynamique du marché mondial de l'éducation évolue. Plusieurs pays du Sud, d'où viennent la plupart des étudiants étrangers, sont désormais des destinations établies (la Chine) ou émergentes (la Turquie, la Corée du Sud, la Malaisie, l'Inde) pour les étudiants étrangers (Glass et Cruz, 2023 ; OCDE, 2025), ce qui intensifie la concurrence mondiale.

## L'ÉMERGENCE DE L'ÉDUGRATION EN TROIS ÉTAPES AU CANADA

L'édugration canadienne s'est également développée parallèlement à des changements plus larges de la politique d'immigration au cours des 25 dernières années. Auparavant, le processus de sélection des résidents permanents canadiens donnait la priorité à l'immigration « en une seule étape », c'est-à-dire que les personnes étaient sélectionnées à l'étranger en fonction de leur réussite *potentielle* sur le marché du travail canadien. Plus récemment, les gouvernements ont préconisé le processus « en deux étapes », c'est-à-dire que les résidents permanents sont sélectionnés à l'intérieur du Canada après avoir fait leurs *preuves* sur le marché du travail national.

Les gouvernements préfèrent l'immigration en deux étapes, car ce processus agit comme un mécanisme de tri pour identifier ceux qui accéderont éventuellement à des revenus professionnels plus élevés (Hou et Picot, 2024) et qui risquent de nécessiter moins d'aide à l'intégration, un service financé par le gouvernement. La proportion de titulaires de permis de travail temporaire qui transitionnent vers la résidence permanente au Canada a augmenté depuis le milieu des années 2000, ce qui a contribué à l'amélioration des résultats sur le marché du travail parmi les immigrants récents (Hou, 2024).

Figure 2. L'édugration, un processus de migration en trois étapes

### L'IMMIGRATION EN UNE ÉTAPE



Les immigrants sont sélectionnés **À L'ÉTRANGER** selon leurs contributions **POTENTIELLES**

### L'IMMIGRATION EN DEUX ÉTAPES



Les **EMPLOYEURS** recrutent des **TRAVAILLEURS** étrangers temporaires

Les immigrants sont sélectionnés à partir d'un groupe **LOCAL** de travailleurs étrangers temporaires, selon des **PREUVES** de leur contribution (p. ex. : leur succès sur le marché du travail canadien)

### L'IMMIGRATION EN TROIS ÉTAPES



Les **ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR** recrutent des **ÉTUDIANTS** internationaux à l'étranger

Après l'obtention de leur diplôme, les étudiants internationaux peuvent **(POTENTIELLEMENT)** devenir des travailleurs étrangers temporaires

Les immigrants sont sélectionnés à partir de ce groupe **(ÉLARGI)** de travailleurs étrangers temporaires, selon des preuves de leur contribution

Ce nouveau système a fait des étudiants internationaux un bassin de candidats idéaux pour l'immigration en deux étapes. Après qu'ils aient payé des frais de scolarité élevés pour étudier dans des établissements postsecondaires canadiens pendant au moins huit mois, on encourage les diplômés à demander un permis de travail ouvert, valable jusqu'à trois ans. Ceux qui trouvent un emploi admissible peuvent alors demander la résidence permanente en passant par une série de programmes fédéraux et provinciaux destinés aux immigrants en deux étapes.

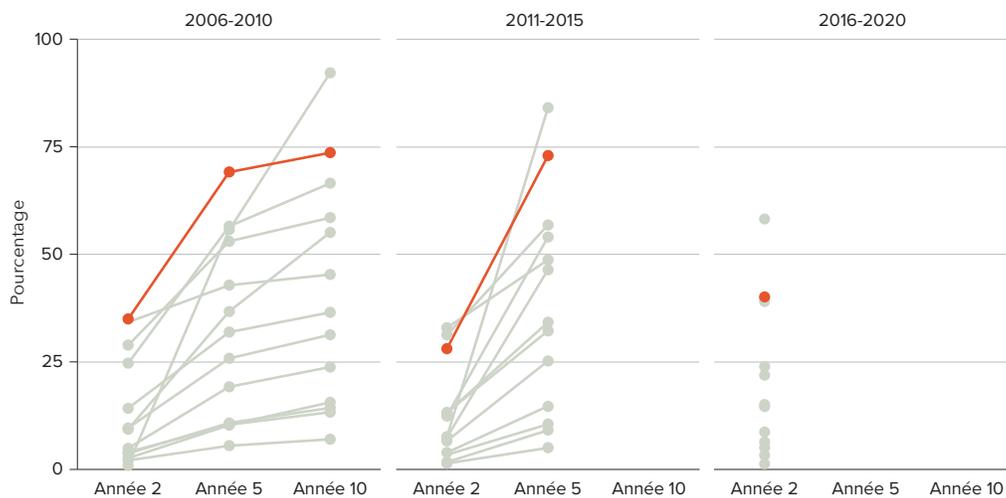
Les étudiants internationaux sont ainsi devenus une solution profitable à toutes les parties pour surmonter une série de défis interreliés au sein de l'économie d'exportation, du

marché du travail, du système d'immigration et du secteur de l'enseignement supérieur du Canada. Les responsabilités en matière de recrutement, de sélection et d'admission, de surveillance et d'encadrement, ainsi que de rétention et d'intégration ont été dispersées entre les acteurs politiques, tandis que les frontières entre les statuts d'étudiant, de travailleur et d'immigré s'estompaient.

Malgré une coordination limitée entre les régions et les secteurs, un parcours d'immigration distinct *en trois étapes* a progressivement été mis en place dans les années 2010 et promu comme une façon d'« étudier, travailler et rester au Canada » par le gouvernement (Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada [IRCC], 2024e). (Voir figure 2.)

Cette voie s'est avérée populaire. Ces dernières années, les titulaires d'un permis de travail postdiplôme présentaient les taux de transition vers la résidence permanente les plus élevés parmi tous les titulaires d'un permis de travail (Lu et Hou, 2024). (Voir figure 3.)

**Figure 3. Taux de transition des titulaires de permis de travail postdiplôme vers la résidence permanente par rapport aux autres programmes de permis de travail (par cohorte, 2006-2020)**

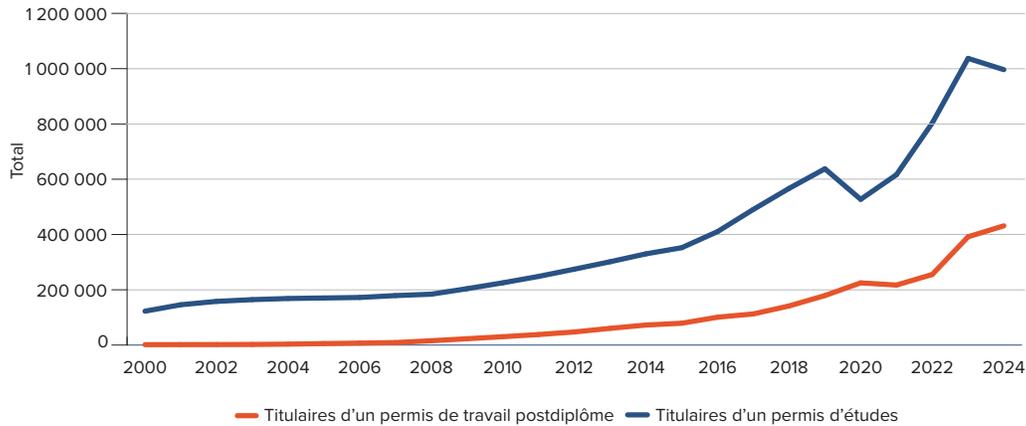


Source : Lu et Hou (2024).

Le nombre de titulaires de permis d'études au Canada a été multiplié par 8 entre 2000 et 2023 (passant de 120 000 à 1,03 million), avec une croissance particulièrement rapide entre 2015 et 2020, puis à nouveau pendant la période post-COVID-19 (IRCC, 2024c). Le nombre de titulaires de permis de travail postdiplôme a également augmenté. (Voir figure 4.)

Toutefois, en dépit d'une concordance de surface, des priorités concurrentes entre les acteurs politiques et des frictions juridictionnelles sont apparues parallèlement à cette croissance rapide.

**Figure 4. Total des titulaires d'un permis d'études et total des titulaires d'un permis de travail postdiplôme (2000-2024)**



Note : La définition d'un « étudiant international » varie et les statistiques ne sont pas cohérentes, à l'échelle nationale comme d'un pays à l'autre. Certains étudiants internationaux, comme ceux qui étudient pendant moins de six mois, sont exemptés de l'obligation d'obtenir un permis d'études au Canada. On exclut donc ces étudiants lorsqu'on ne comptabilise que les titulaires de permis d'étude.

Source : IRCC (2024c, 2024h).

## Brève histoire de la politique canadienne récente à l'égard des étudiants internationaux

À l'instar de celles de nombreux pays similaires, la politique du Canada à l'égard des étudiants internationaux est passée d'un projet d'aide et de diplomatie datant de l'époque de la guerre froide à un cadre axé sur le marché et centré sur les intérêts économiques nationaux. (Voir le tableau 1.)

Comme le montre cette évolution, le programme des étudiants internationaux est devenu une source de tension politique et de complexité stratégique. Avec l'augmentation du nombre d'étudiants internationaux, un conflit majeur naît du décalage entre la recherche inégale de revenus provenant des frais de scolarité par les établissements d'enseignement supérieur et la recherche d'immigrants « idéaux » au moyen de l'immigration en trois étapes par les gouvernements fédéral et provinciaux.

## Tensions systémiques sous-jacentes

Les domaines de l'enseignement supérieur et de l'immigration sont tous deux très décentralisés au Canada. L'enseignement supérieur relève principalement des provinces ; il n'existe pas de ministère national de l'éducation et les établissements sont relativement autonomes (Jones et Noumi, 2018). L'immigration est une compétence partagée asymétriquement entre le gouvernement fédéral et les provinces. Cependant, ce domaine est devenu de plus en plus « fragmenté et [...] sensible à diverses constellations d'intérêts distincts » (Triadafilopoulos et Taylor, 2023, p. 720). La politique relative aux étudiants internationaux est partagée entre ces deux domaines et souffre donc de mandats concurrents, de structures de responsabilité nébuleuses et d'un manque d'expertise. (Voir le tableau 2.)

**Tableau 1. Six périodes clés de la politique canadienne à l'égard des étudiants internationaux, d'après McCartney (2021)**

Période	Orientation politique dominante	Caractéristiques principales
1970-1985	D'une relation d'aide à une relation commerciale	<ul style="list-style-type: none"> <li>Évolution de la rhétorique concernant les étudiants internationaux : d'abord considérés comme des bénéficiaires d'aide et un vecteur de puissance douce (<i>soft power</i>), ils sont désormais considérés comme des acteurs économiques autonomes et privilégiés, justifiant l'émergence de frais de scolarité distincts au niveau postsecondaire.</li> </ul>
1985-2001	L'internationalisation comme priorité des établissements scolaires	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les initiatives de recrutement des établissements se développent en réponse aux coupes budgétaires dans l'enseignement postsecondaire (avec des impacts différents selon les provinces et les établissements).</li> </ul>
2001-2014	L'éducation internationale comme stratégie économique clé du gouvernement fédéral	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les stratégies d'internationalisation menées par les gouvernements fédéral et provinciaux positionnent l'éducation internationale à la fois comme une branche d'activité exportatrice canadienne déterminante et comme une voie d'accès à l'immigration pour les « immigrants idéaux ».</li> <li>On introduit le permis de travail postdiplôme et la nouvelle « catégorie de l'expérience canadienne » accorde des « points » préférentiels aux diplômés internationaux candidats à la résidence permanente.</li> </ul>
2014-2020	La pratique se généralise malgré les critiques	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le recrutement et la rétention des étudiants internationaux s'intensifient à mesure que les autorisations de travail hors campus deviennent plus flexibles.</li> <li>Le recrutement augmente dans les collèges et les établissements privés de qualité variable.</li> <li>La réglementation en matière d'immigration renforce les exigences d'inscription et introduit un système visant à encourager un encadrement provincial accru des établissements d'enseignement, avec plus ou moins de succès.</li> <li>Une critique savante voit le jour.</li> </ul>
2020-2023	Une utilisation accrue malgré les incertitudes de la pandémie	<ul style="list-style-type: none"> <li>La crainte d'une chute du nombre d'inscriptions d'étudiants internationaux en raison de la pandémie ne s'est jamais vraiment concrétisée étant donné les politiques fédérales qui ont facilité l'enseignement à distance et les exemptions aux restrictions de mobilité.</li> <li>Les mesures de redressement postpandémiques mènent à une autorisation sans restrictions du travail hors campus et à une croissance spectaculaire du nombre d'étudiants au niveau collégial.</li> <li>Le volume de demandes de permis d'études devient insoutenable pour IRCC.</li> <li>L'exploitation des étudiants internationaux est de plus en plus dans la mire des médias, la rhétorique politique se durcit et l'opinion publique se détériore.</li> </ul>
2024- aujourd'hui	L'éducation internationale : un fardeau et une promesse non tenue	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le gouvernement fédéral plafonne les demandes de permis d'études et réduit les niveaux d'immigration temporaire et permanente.</li> <li>L'économie du secteur de l'enseignement supérieur est perturbée par la baisse des revenus tirés des frais de scolarité des étudiants internationaux.</li> <li>La frustration des étudiants internationaux s'intensifie quant à la réduction des possibilités de résidence permanente, donnant lieu à des manifestations.</li> </ul>

**Tableau 2. Chevauchement des objectifs et des zones d'influence dans le lien entre l'éducation internationale et la politique d'immigration du Canada**

Acteur	Objectifs	Zones d'influence
Étudiants internationaux	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Varient en fonction du contexte : accès à une éducation de qualité ; mobilité sociale</li> <li>• Emploi et revenu au Canada</li> <li>• Sécurité</li> <li>• Sentiment de bien-être et d'appartenance</li> <li>• Possibilités d'immigration</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Exercice de l'agentivité par le choix de l'établissement, du programme et de la province</li> <li>• Contribution en main-d'œuvre et en frais de scolarité à l'économie canadienne</li> <li>• Choix de la filière d'immigration</li> <li>• Autonomie sociale</li> </ul>
Recruteurs privés (agents, agrégateurs/plateformes de technologies éducatives)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Profiter des commissions et des contrats</li> <li>• Augmenter le volume de demandes d'admission</li> <li>• Appairer les étudiants à des établissements spécifiques (avec des contrats)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Marketing</li> <li>• Orientation des attentes des étudiants et de leurs destinations (motivée par le profit).</li> </ul>
Établissements d'enseignement supérieur	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Varie selon le type (public/privé, collège/université)</li> <li>• Revenus, objectifs d'inscription et de rétention</li> <li>• Réputation de l'établissement</li> <li>• Internationalisation et éducation interculturelle</li> <li>• Compensation de la baisse des inscriptions au niveau national</li> <li>• Travail de recherche et d'enseignement (effectué par des étudiants diplômés)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Critères d'admission et d'obtention du diplôme</li> <li>• Conception des programmes</li> <li>• Fixation des frais de scolarité</li> <li>• Partenariats</li> <li>• Soutien aux étudiants et logement</li> <li>• Surveillance</li> <li>• Intégration de facto ; préparation aux filières d'immigration</li> </ul>
Employeurs/groupes industriels	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Profit</li> <li>• Accès à une main-d'œuvre flexible</li> <li>• Disponibilité d'une main-d'œuvre qualifiée</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Stages coopératifs et placement en entreprise</li> <li>• Plaidoyer en faveur de la migration/de l'immigration</li> </ul>
Administrations municipales	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Gérer l'impact sur les services (logement, transport en commun)</li> <li>• Soutenir le développement économique local</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Intégration communautaire</li> <li>• Logement et services publics</li> </ul>
Gouvernements provinciaux	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Gestion du système d'enseignement supérieur</li> <li>• Financement institutionnel</li> <li>• Alignement des compétences et du marché du travail</li> <li>• Croissance régionale, stabilité fiscale</li> <li>• Maintien du pouvoir des partis politiques</li> <li>• Compensation du déclin démographique</li> <li>• Renforcement de la croissance régionale francophone</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Établissement d'enseignement désigné (EED)</li> <li>• Voies d'accès provinciales à la résidence permanente</li> <li>• Logement et services publics</li> <li>• Réglementation des frais de scolarité et aides à l'établissement (dans certaines provinces)</li> <li>• Immigration dans son ensemble (au Québec)</li> </ul>
Gouvernement fédéral Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Gérer l'immigration dans son ensemble</li> <li>• Développement économique</li> <li>• Intégrité du système</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Politiques et délivrance de permis (permis d'études, de travail postdiplôme, de travail hors campus, de travail coop)</li> </ul>
Agence des services frontaliers du Canada	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Maintenir le pouvoir des partis politiques</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Recrutement et marketing (par l'intermédiaire d'EduCanada)</li> </ul>
Affaires mondiales Canada	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Renforcer la croissance nationale francophone</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Niveaux d'immigration temporaire et permanente</li> </ul>
Emploi et Développement social Canada	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Attirer efficacement des immigrants qualifiés</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Voies d'accès fédérales à la résidence permanente</li> <li>• Logement et services publics</li> </ul>

Les principaux développements ci-dessous ont contribué à la croissance rapide en 2022-2023, qui a révélé des tensions entre les objectifs et la sphère d'influence de chaque acteur.

## Les étudiants internationaux, une priorité économique nationale

En partie en réponse aux pressions exercées par le secteur de l'enseignement supérieur (Schinnerl, 2021) au cours des 20 dernières années, le gouvernement fédéral a introduit des politiques de plus en plus ouvertes en matière de travail hors campus et postdiplôme, des voies d'immigration ciblées et une campagne de promotion du Canada (ÉduCanada) afin d'être compétitif au niveau mondial pour attirer les étudiants internationaux (Trilokekar et Kizilbash, 2013). Les stratégies fédérales en matière d'éducation internationale des gouvernements conservateur (2014) et libéral (2019) ont ensuite favorisé le recrutement agressif d'étudiants internationaux, les présentant comme une ressource économique bénéfique pour le Canada. Les étudiants internationaux représenteraient en effet un apport financier (grâce aux frais de scolarité et autres dépenses) et en main-d'œuvre et incarneraient les « candidats idéaux à la résidence permanente » en raison de leur jeune âge, de leurs compétences et de leurs aptitudes linguistiques (Gouvernement du Canada, 2019, p. 5). Les établissements d'enseignement supérieur ont investi massivement dans le recrutement d'étudiants internationaux en réponse au plafonnement des frais de scolarité nationaux, à la stagnation ou à la diminution des financements publics et à la baisse des inscriptions d'étudiants canadiens.

L'éducation internationale est devenue une industrie prisée qui a « davantage d'effets sur l'économie canadienne que les exportations de pièces automobiles, de bois d'œuvre ou d'avions » (Gouvernement du Canada, 2019, p. V). En 2022, par exemple, les étudiants internationaux ont contribué au PIB canadien à hauteur de 30,9 milliards \$ (Roslyn Kunin and Associates, 2023). En 2024-2025, les frais de scolarité moyens pour les étudiants de premier cycle au Canada étaient de 35 480 \$ pour les étudiants internationaux, contre 6 510 \$ pour les étudiants canadiens (Statistique Canada, 2025c).

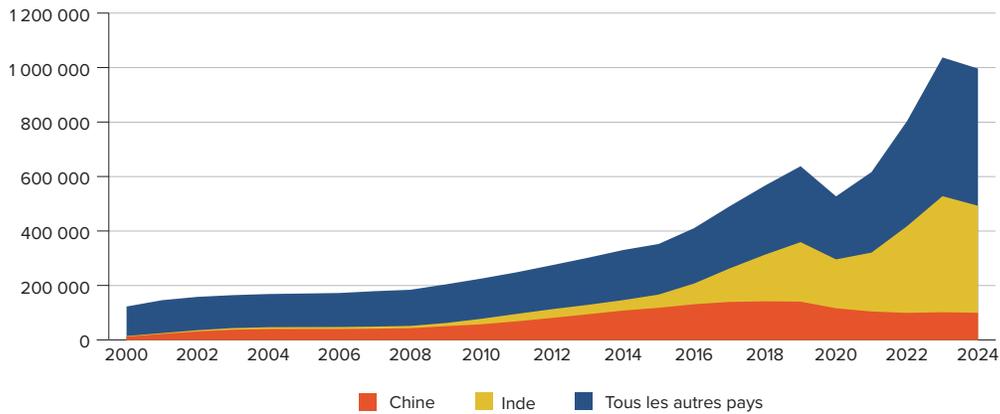
Parmi les principaux pays de destination pour l'enseignement postsecondaire, le Canada est passé de la huitième place en 2000, attirant 2 % de la part mondiale des étudiants internationaux, à la deuxième place en 2024, alors qu'il en attirait 12 % (Institute of International Education, 2024). Un président d'Universités Canada a qualifié les universités canadiennes de « Quai 21 du XXI<sup>e</sup> siècle » (Chiose, 2016).

## Évolution de la démographie et des motivations des étudiants

Les étudiants internationaux sont très hétérogènes et résistent aux généralisations, car ils arrivent avec un large éventail d'antécédents, d'identités et de motivations. Ils étudient à tous les niveaux d'enseignement. En 2024, par exemple, 22 % d'entre eux étaient de niveau secondaire ou inférieur (IRCC, 2024b)<sup>2</sup>. Toutefois, la plupart d'entre eux étudient dans des universités et des établissements d'enseignement supérieur.

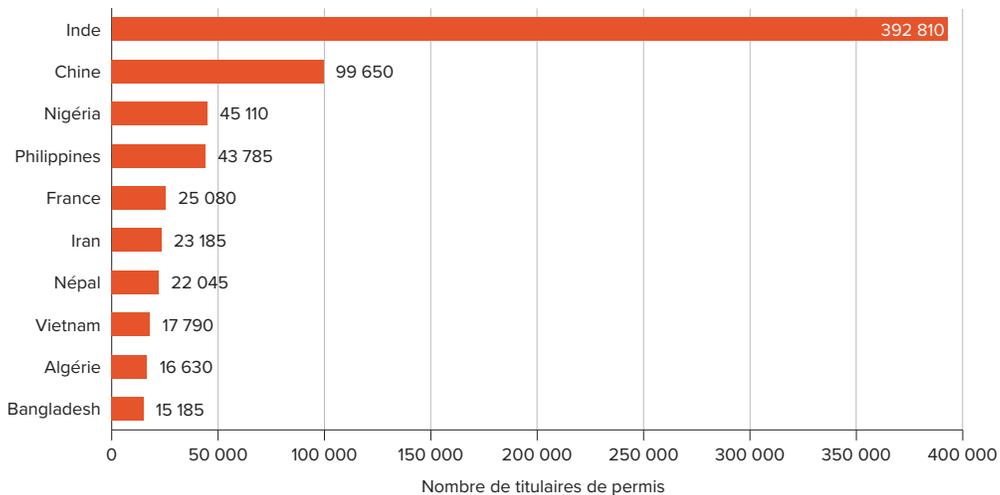
<sup>2</sup> Il convient de noter que cette population est souvent sous-estimée, car ce ne sont pas tous les enfants mineurs au Canada qui ont besoin d'un permis d'études. Les écoles publiques et privées, de la maternelle au secondaire, recrutent des étudiants étrangers payants pour générer des revenus. Toutefois, en raison de l'augmentation du nombre d'adultes résidents non permanents au Canada, un nombre croissant de leurs enfants fréquentent les écoles publiques de la maternelle au secondaire et sont exemptés des frais de scolarité en raison du statut de leurs parents.

Figure 5. Titulaires de permis d'études canadiens, 2000-2024



Source : IRCC (2024c).

Figure 6. Les dix pays avec le plus de titulaires de permis (2024)



Source : IRCC (2024c).

De 2001 à 2017, la Chine était le premier pays d'origine des étudiants internationaux du Canada. Toutefois, à mesure que l'économie chinoise se développe et que le niveau de vie augmente, de moins en moins d'étudiants chinois choisissent le Canada. Au même moment, les plus amples possibilités de travail et de résidence permanente au Canada ont attiré de plus en plus d'étudiants d'autres pays dont le PIB par habitant est plus faible. Les étudiants originaires de ces pays — en particulier l'Inde, le Nigéria, les Philippines et le Vietnam — ont des taux moyens de transition vers la résidence permanente plus élevés (Choi *et al.*, 2021). En 2018, l'Inde a dépassé la Chine en tant que premier pays d'origine des étudiants internationaux. (Voir figures 5 et 6.)

Le Canada est aujourd'hui l'un des pays de l'OCDE où la proportion d'étudiants originaires de pays à revenu faible ou intermédiaire est la plus élevée, malgré un nombre relativement faible de politiques favorisant un accès équitable à l'enseignement supérieur pour ces

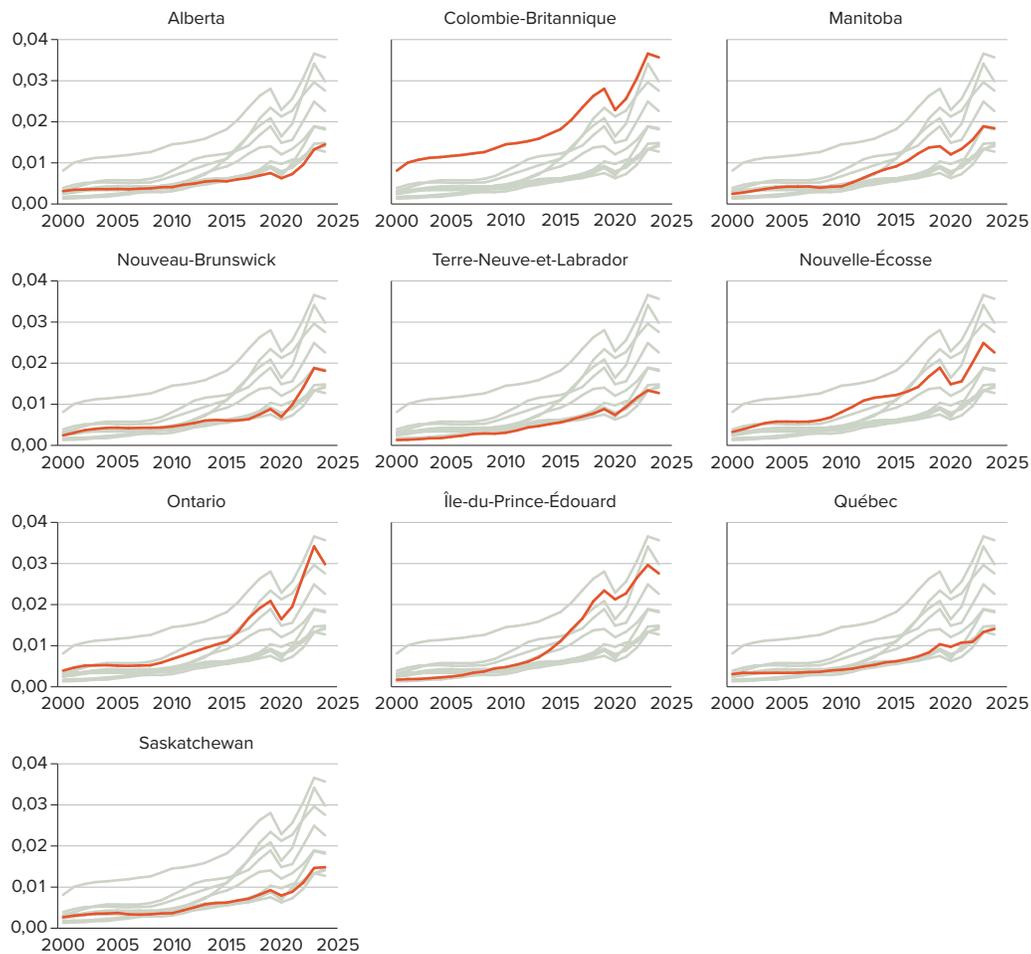
étudiants, comme des frais de scolarité moins élevés et des programmes de bourses (OCDE, 2025).

### Recrutement concentré

La répartition des étudiants internationaux est très inégale. Non seulement la majorité des titulaires de permis d'études vivent en Ontario et en Colombie-Britannique, mais ils sont également concentrés dans les grandes régions métropolitaines telles que celles de Toronto, Vancouver et Montréal. (Stick *et al.*, 2024). (Voir figure 7.)

En conséquence, les avantages économiques et les pressions associées sur les infrastructures ont produit des disparités prononcées.

Figure 7. Répartition des titulaires de permis d'études canadiens (2000-2024)



Note: À titre comparatif, les autres provinces sont indiquées en gris.  
Source : IRCC (2024d).

## Expansion des programmes privés et à court terme de qualité variable

Les programmes de doctorat canadiens dépendent depuis longtemps, et de manière disproportionnée, des étudiants internationaux qui contribuent de façon essentielle aux tâches d'enseignement et de recherche spécialisées (Coustere *et al.*, 2024). En 2022-2023, par exemple, ceux-ci représentaient 46 % des nouvelles inscriptions au doctorat (Statistique Canada, 2025c). Cependant, par rapport aux États-Unis, au Royaume-Uni, à l'Australie et à l'Allemagne, la proportion d'étudiants étrangers qui étudient à ce niveau demeure faible en chiffres absolus (Institute of International Education, 2024).

Ces dernières années, c'est plutôt dans d'autres programmes que le nombre de ces étudiants s'est multiplié. En 2022-2023, 41 % des nouvelles inscriptions à la maîtrise et 36 % des nouvelles inscriptions à des programmes menant à un diplôme provenaient d'étudiants internationaux, contre seulement 15 % des nouvelles inscriptions au baccalauréat (Statistique Canada, 2025c). Une grande partie de cette croissance a été stimulée par le développement de programmes spécifiquement conçus pour s'aligner sur les exigences minimales en matière de permis de travail postdiplôme, afin d'attirer les étudiants souhaitant obtenir la résidence permanente. Particulièrement dans les programmes menant à un diplôme, cela s'est accompagné d'un recrutement ciblé dans des établissements publics moins bien classés et moins sélectifs (Marom, 2022).

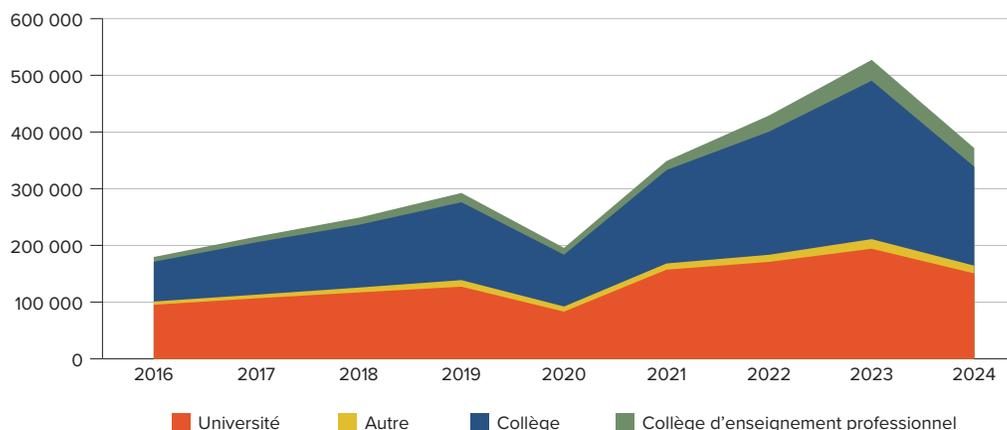
Traditionnellement, ces écoles n'étaient pas des destinations prisées par les étudiants internationaux, mais la possibilité de travailler et d'immigrer après l'obtention du diplôme augmentait la valeur de ces établissements aux yeux de certains. Entre-temps, les plateformes technologiques d'agrégation de recruteurs, fonctionnant à la commission, ont permis à ces écoles de recruter à grande échelle.

De nouveaux établissements privés, conçus pour réaliser un profit rapide, se sont également multipliés, tout en offrant des niveaux de qualité variables. Les établissements publics, particulièrement ceux de l'Ontario situés en dehors du Grand Toronto, ont autorisé des collèges privés au sein du Grand Toronto à utiliser leur programme d'enseignement. Cette entente permet à ces établissements privés d'offrir des programmes aux étudiants internationaux en profitant de la marque et de la réputation de l'établissement public. Cette stratégie de contournement a permis aux écoles publiques situées dans les plus petits centres urbains (par exemple, dans le nord de l'Ontario) de gérer des programmes dans le Grand Toronto avec un minimum d'implication ou de supervision, tout en continuant à bénéficier de la manne des frais de scolarité des étudiants internationaux.

Au fur et à mesure que le nombre de demandes de permis d'étude augmentait, IRCC peinait à suivre le rythme en raison du volume substantiel (IRCC, 2023), tandis que l'assurance qualité au niveau provincial était inégale. Cela a créé un terrain propice à la fraude parmi les recruteurs et les établissements.

Dans l'ensemble, ces changements ont transformé le secteur canadien de l'enseignement supérieur, en particulier en Ontario, où le financement provincial par étudiant de niveau postsecondaire est disproportionnellement plus faible qu'ailleurs

**Figure 8. Titulaires d'un permis d'études postsecondaires au Canada, par type d'établissement et par année d'entrée en vigueur du permis, 2016-2024**



Source : IRCC (2024f)

au Canada (Usher et Balfour, 2024). Bien que tous les établissements n'aient pas procédé au recrutement international avec la même intensité, le système dans son ensemble s'est développé bien au-delà des limites de la demande intérieure, créant une infrastructure financée par le secteur privé et entièrement alimentée par les inscriptions d'étudiants internationaux. Dans les collèges, par exemple, la proportion d'inscriptions internationales a augmenté de façon constante, passant de 27 % en 2013-2014 à 44 % en 2022-2023 (Statistique Canada, 2025c). (Voir figure 8.)

### Les étudiants internationaux, une source importante de main-d'œuvre

L'augmentation du nombre et de la proportion d'étudiants étrangers qui ont travaillé au Canada, à la fois pendant (Crossman *et al.*, 2021) et après (Crossman *et al.*, 2022) leurs études, a également transformé le marché du travail canadien (Champagne *et al.*, 2025). Cette croissance a été partiellement influencée par l'évolution de la démographie des étudiants internationaux, car ceux qui disposent de moins de capital économique dans leur pays d'origine comptent de plus en plus sur leur emploi au Canada pour payer leurs frais de scolarité. Cette tendance est également alimentée par les établissements d'enseignement supérieur et les groupes d'entreprises, qui ont résisté aux tentatives du gouvernement fédéral d'imposer des limites plus strictes pour encadrer le travail des étudiants internationaux. En 2021, les titulaires de permis de travail liés aux études (y compris les étudiants, leurs conjoints et les travailleurs diplômés) représentaient 60 % de tous les travailleurs immigrés temporaires au Canada, contre 24 % en 2011 (Statistique Canada, 2024). La plupart d'entre eux détenaient des permis de travail ouverts avec peu de restrictions, créant ainsi une population non plafonnée de travailleurs étrangers temporaires sélectionnés par les établissements d'enseignement supérieur (Schinnerl et Ellermann, 2023).

Ces dernières années, les étudiants internationaux ont été surreprésentés dans les secteurs à faible revenu, tels que l'hébergement et la restauration (Zhong *et al.*, 2024). Après l'obtention de leur diplôme, beaucoup d'entre eux se sont retrouvés dans des situations d'emploi moins reluisantes que celles de leurs homologues nationaux (Etmanski,

2025; Scott *et al.*, 2015). Comme la plupart des nouveaux arrivants, ils ont été victimes de discrimination et de racisme sur le marché du travail (El Masri et Khan, 2022; Ellis, 2023; Nguyen et Sharma, 2024). Les étudiants internationaux étaient également concentrés dans certains domaines d'études (par exemple, les STIM et le commerce et l'administration), qui ne correspondaient pas nécessairement aux besoins du marché du travail canadien (Richardson et Hussain, 2022; Statistique Canada, 2025c). Parmi les anciens étudiants internationaux qui ont étudié dans ces domaines à un niveau inférieur au baccalauréat, la concordance entre le domaine d'études et l'emploi occupé était faible (Choi et Xu, 2025).

De manière générale, les étudiants internationaux qui réussissent à obtenir la résidence permanente ont toujours tendance à obtenir de meilleurs résultats sur le marché du travail que les immigrants qui n'étudient pas au Canada. Cependant, tous les étudiants internationaux récents ne sont pas en mesure de se qualifier pour entamer les démarches existantes de résidence permanente.

### Impacts de la pandémie de COVID-19

La pandémie a eu d'autres répercussions. En 2020, le Canada a connu une forte baisse du nombre de nouveaux immigrants en raison des restrictions de déplacement liées à la pandémie de COVID-19, ce qui a eu de «profondes» répercussions négatives sur la croissance de la population du Canada (Statistique Canada, 2020, par. 5). Pour compenser, le gouvernement fédéral a fixé des objectifs ambitieux en matière d'immigration, en se concentrant sur le maintien des résidents temporaires habitant *déjà* au Canada, l'un des premiers pays à exempter les étudiants internationaux des restrictions de déplacement dans le cadre de cette stratégie (Brunner, 2022). Reconnaisant que les perturbations du marché du travail dues à la pandémie ont empêché de nombreux diplômés internationaux de se qualifier pour la résidence permanente, IRCC a également introduit en 2021 une série de prolongations de 18 mois des permis de travail ouverts pour les diplômés internationaux, élargissant ainsi le bassin de travailleurs diplômés. Marco Mendicino, alors ministre d'IRCC, a été très clair (IRCC, 2021) : «Notre message aux étudiants et diplômés étrangers est simple : nous ne voulons pas seulement que vous fassiez vos études ici, nous voulons que vous demeuriez ici.»

Un nombre record d'étudiants internationaux sont rapidement arrivés dans cette optique. En outre, pendant 18 mois entre 2022 et 2024, les étudiants internationaux ont été autorisés à travailler un nombre illimité d'heures en dehors du campus, au lieu de la limite habituelle de 20 heures par semaine, ce qui reflète la dépendance du Canada à l'égard de leur main-d'œuvre.

En résumé, le marché du travail canadien a misé sur la main-d'œuvre étudiante et diplômée internationale comme stratégie de relance postpandémique (Champagne *et al.*, 2025), jusqu'à ce que leur présence soulève des préoccupations politiques.

### Le retournement postpandémique

En 2023, IRCC a entamé une réforme progressive et fragmentaire de ses politiques relatives aux étudiants internationaux afin de remédier à une «croissance insoutenable et

à des enjeux d'intégrité» (IRCC, 2023, diapositive 3), notant que le programme s'éloignait de son objectif d'éducation pour répondre aux « incitatifs économiques des établissements et pour permettre aux étudiants de travailler plus qu'ils n'étudient ». Le ministère a indiqué son intention de se concentrer sur « la qualité des étudiants, de l'éducation et des services aux clients plutôt que sur la quantité » (diapositive 7). En février 2024, trois ans seulement après qu'IRCC a imploré les étudiants internationaux de venir au Canada *pour y demeurer*, un nouveau ministre d'IRCC, Marc Miller, affirmait que le programme canadien pour les étudiants internationaux « a été utilisé comme un moyen détourné pour entrer au Canada, alors qu'il n'a jamais été conçu à cette fin » (Raj, 2024).

Les changements apportés au programme tout au long de l'année 2024 ont eu un impact significatif sur la réputation du Canada en tant que destination de choix. Le gouvernement a instauré un plafond sur les demandes de permis d'études, des conditions d'admissibilité plus restrictives pour les permis de travail postdiplôme et les permis de travail des conjoints (en particulier pour les programmes de niveaux inférieurs au baccalauréat, qui ont été limités aux domaines d'études liés aux « professions en pénurie à long terme ») et a considérablement limité les options de résidence permanente pour les étudiants internationaux. Dans l'ensemble, l'éducation internationale a été reléguée au second plan, bien qu'elle soit l'une des rares industries exportatrices à fort impact du Canada qui ne dépendent pas des États-Unis. La dernière stratégie fédérale officielle en matière d'éducation internationale a pris fin au début de l'année 2024 et aucune nouvelle stratégie n'a encore été publiée.

### Des promesses non tenues ?

Ces changements ont eu un impact profond sur le système d'enseignement supérieur du Canada en raison de la diminution du nombre de nouveaux étudiants provenant des pays d'origine autrefois les plus importants (MacDonald, 2024). Si les collèges, les établissements des régions rurales et éloignées et l'Ontario ont été les plus touchés, les établissements de tous niveaux continuent de lutter pour atteindre leurs quotas, même réduits.

Compte tenu de la stagnation ou de la baisse du nombre d'inscriptions chez les étudiants canadiens et du financement public par étudiant, il est difficile de savoir combien d'établissements d'enseignement supérieur sont viables à long terme, à moins que les gouvernements n'augmentent considérablement leur financement, que la philanthropie privée n'intervienne ou que les taux d'inscription d'étudiants canadiens aux programmes d'enseignement supérieur n'augmentent (Usher et Balfour, 2024). Dans le cas contraire, une réduction de l'offre de programmes ou une consolidation du système d'enseignement supérieur pourrait s'avérer nécessaire pour répondre à la baisse de la demande.

Entre-temps, de nombreux étudiants internationaux se sentent trahis par l'absence d'options de résidence permanente qu'on leur avait promises et font face à des réactions négatives alimentées par le discours politique et médiatique. Les sondages d'opinion montrent que les étudiants internationaux sont désormais considérés comme la catégorie d'immigrants la moins souhaitable (IRCC, 2024a; Environics Institute, 2024; Nocos, 2025). Bien qu'ils soient victimes de discrimination lors de la recherche de logement et d'exploitation de la part des propriétaires (Pottie-Sherman *et al.*, 2024) et qu'ils soient plus susceptibles de vivre dans

des logements inadaptés que les étudiants nés au Canada (Stick *et al.*, 2024), ils ont été présentés comme des acteurs illégitimes, en partie responsables de la crise persistante de l'accessibilité au logement au Canada (Brunner, 2024; Harden-Wolfson *et al.*, 2025).

Les étudiants internationaux ont également été considérés comme une source de demandes d'asile illégitimes, ce qui a engendré des propositions pour restreindre leur admissibilité à cette protection. Bien que la grande majorité des étudiants internationaux ne demandent pas l'asile, certains parviennent à déposer des demandes crédibles dans le cadre du système canadien de protection des réfugiés. Dans le même temps, des centaines de milliers d'étudiants et d'anciens étudiants, qui ont investi leur jeunesse, leur travail et leurs économies dans l'espoir d'obtenir la résidence permanente, se voient désormais obligés d'emprunter des parcours beaucoup plus restreints, voire inaccessibles, pour rester au Canada. Lorsqu'on réduit aussi fortement les perspectives à long terme d'une minorité, elle peut être tentée de recourir à d'autres moyens pour demeurer au pays. Cela augmente également le risque d'une augmentation du nombre d'anciens étudiants internationaux en situation irrégulière.

## L'AVENIR DU LIEN ENTRE LES ÉTUDIANTS INTERNATIONAUX ET L'IMMIGRATION AU CANADA

L'histoire du Canada n'est pas unique. De nombreux pays sont confrontés à des tensions croissantes liées aux discours sur l'immigration, à l'accroissement de la demande en matière d'éducation internationale, aux pressions économiques visant à intégrer les étudiants internationaux dans les systèmes d'enseignement du pays, ainsi qu'aux effets de ces dynamiques sur les communautés locales. L'Australie et le Royaume-Uni ont également connu une forte hausse des inscriptions d'étudiants internationaux après la pandémie, accompagnée d'une transformation de la composition démographique de cette population. Cette évolution a entraîné l'adoption de politiques plus restrictives et la stigmatisation des étudiants internationaux, souvent utilisés comme bouc émissaire afin de détourner l'attention des problèmes structurels liés au marché du logement (Collett, 2025). La notion selon laquelle *tous* les étudiants internationaux sont des «immigrants idéaux», à l'abri des sentiments nativistes, a été récusée (Sabzalieva *et al.*, 2022).

Cela dit, l'édugration reste à l'échelle mondiale une stratégie pour faire face aux pénuries de main-d'œuvre. La croissance économique dans les principaux pays d'origine continue d'améliorer les ressources financières de leurs classes moyennes et alimente les désirs de migration internationale (OCDE, 2025). En réponse, la plupart des pays d'accueil ont adopté des approches plus sélectives que le Canada, par exemple en ciblant spécifiquement les étudiants aux cycles supérieurs et les étudiants en STIM dans le contexte d'une recherche permanente de la forme «idéale» de migration de main-d'œuvre (OCDE, 2024). Outre les possibilités de travail et d'immigration postdiplôme, certains pays tentent l'expérience des bourses d'études, des frais de scolarité réduits, des partenariats et des accords pour attirer les étudiants les plus intéressants. Les modèles émergents d'enseignement transfrontalier en ligne cherchent à offrir une éducation sans déplacement physique tout en permettant la possibilité d'une immigration de travail après l'obtention du diplôme (Brunner, 2024; Collett, 2025).

Au Canada, le Plan des niveaux d'immigration actuel prévoit toujours plus de 300 000 places par an pour les nouveaux étudiants internationaux, et les « meilleurs » et les « plus brillants » sont toujours encouragés à rester. Pourtant, notre éducation n'est pas coordonnée et ses objectifs restent flous malgré un marché mondial compétitif. Il n'y a jamais eu de stratégie d'éducation nationale globale, intersectorielle et intergouvernementale qui mette l'accent sur la durabilité plutôt que sur la croissance perpétuelle. Compte tenu de l'engagement continu du Canada dans le recrutement et la rétention des étudiants internationaux, une telle stratégie est désormais urgente. Mais pour éviter de répéter les mêmes erreurs, il faut s'attaquer à trois problèmes fondamentaux.

***Qui doit financer le système public d'enseignement supérieur du Canada, et quelle est la proportion adéquate d'étudiants internationaux au sein de ce système ?***

En matière d'éducation, la marchandisation incontrôlée de l'éducation internationale au sein d'un système d'enseignement supérieur par ailleurs public occasionne une distorsion systémique fondamentale (Brunner *et al.*, 2025). Il en résulte une forte dépendance à l'égard des frais de scolarité des étudiants internationaux, ce qui équivaut en fait à un transfert massif de richesses du Sud global pour subventionner les systèmes d'enseignement supérieur des pays plus riches (Wong et Sohi, 2025). D'autres modèles de financement public montrent que cette dépendance n'est pas inévitable, mais au Canada, elle est devenue profondément ancrée dans le système.

Si la résidence permanente est totalement dissociée de l'éducation internationale, de nombreux étudiants potentiels, en particulier ceux qui envisagent de s'inscrire dans des établissements qui ne sont pas parmi les mieux cotés, se tourneront vers d'autres pays, à moins qu'une innovation majeure dans les programmes soit mise en œuvre. Les possibilités en matière de travail postdiplôme et d'immigration constituent les principaux attraits du système actuel.

La réduction de la demande n'est pas foncièrement négative. En fait, le Canada doit rapidement retrouver le soutien du public à l'éducation internationale et à l'enseignement supérieur en général. Une cohorte d'étudiants internationaux réduite et plus durable pourrait s'avérer nécessaire pour y parvenir. Cependant, sans un plan de financement des écoles, le Canada risque de compromettre l'accessibilité et la qualité de son système d'enseignement postsecondaire public. Les établissements les plus touchés seront probablement ceux qui accueillent des étudiants canadiens à faible revenu et historiquement marginalisés.

Il faut commencer par réévaluer le financement et l'objectif du système d'enseignement supérieur canadien pour enfin déterminer le nombre adéquat d'étudiants internationaux à accueillir.

***Quels sont les services d'établissement auxquels les étudiants internationaux devraient avoir droit? Qui devrait fournir ces services et qui devrait les financer ?***

La grande majorité des étudiants internationaux n'ont pas droit à l'aide à l'établissement financée par le gouvernement fédéral. Ils sont, par définition, tenus d'être financièrement autonomes. En réalité, à l'échelle mondiale, peu d'étudiants sont disposés à assumer les frais de scolarité élevés du Canada.

Par conséquent, pour maintenir les objectifs actuels en matière d'étudiants internationaux, beaucoup de ceux qui ont été recrutés au Canada ont *besoin* d'un soutien — non seulement pour immigrer, mais aussi pour s'épanouir pendant leurs études (Akbar, 2022 ; Dauwer, 2018 ; El Masri et Khan, 2022). Étant donné que les écoles n'ont pas de mandat clair ni de ressources adéquates pour offrir des services d'établissement, il n'y a pas de consensus sur la question de savoir qui, au-delà des étudiants eux-mêmes, est responsable des résultats en matière d'étudiants internationaux, sans parler de la définition même de ces résultats.

Lorsqu'on traite les étudiants internationaux exclusivement comme une source de revenus, les services de soutien sont souvent considérés comme des coûts à minimiser, ce qui conduit à des prestations incohérentes et inadéquates (Calder *et al.*, 2016 ; Shokirova *et al.*, 2022). Ensuite, lorsque les besoins essentiels de ces étudiants ne sont pas satisfaits et qu'ils se tournent vers la communauté pour obtenir de l'aide — par exemple, en accédant aux banques alimentaires —, ils ne correspondent plus à l'image de « l'immigrant idéal » et risquent d'être considérés comme étant en concurrence avec la population locale. C'est souvent à ce moment-là que naissent les tensions politiques et stratégiques. Un modèle de prestation de services collaboratif est donc un élément important pour remédier à la fois aux mauvais résultats des étudiants internationaux et à une opinion publique défavorable (Akbar, 2022).

### ***Quels sont les coûts humains d'un système de sélection imprévisible basé sur un marketing trompeur ?***

Par définition, les parcours migratoires en deux ou trois étapes sont des mécanismes de tri qui obligent les candidats à l'immigration à endurer des années d'incertitude quant à leur possibilité de rester au Canada de manière permanente. Cette forme d'immigration a été décrite comme conditionnelle, à l'essai ou probatoire (Ellermann et Gorokhovskaia, 2019 ; Stein et Andreotti, 2016). L'édugration exige des étudiants internationaux qu'ils subissent une précarité particulièrement prolongée en raison d'une longue période de résidence temporaire — d'abord en tant qu'étudiant, puis en tant que travailleur postdiplôme — avant d'obtenir la résidence permanente, s'ils sont en mesure de le faire. Pendant cette période, les étudiants internationaux sont vulnérables à l'exploitation en ayant peu de recours ou de représentation politique (Brunner *et al.*, 2024).

Les étudiants internationaux ne peuvent pas non plus prendre de décisions éclairées quant à leur participation à ce système, car les voies d'accès à la résidence permanente sont opaques, confuses et incohérentes. En outre, les recruteurs ont un intérêt financier à faire des promesses exagérées, souvent sans conséquences graves, quant à la probabilité d'obtenir la résidence permanente. Lorsque les lacunes institutionnelles et politiques rendent les étudiants vulnérables, ils deviennent visibles dans des contextes négatifs aux yeux du public, ce qui alimente les sentiments anti-immigration.

## RECOMMANDATIONS

Pour reprendre la célèbre critique du dramaturge Max Frisch à l'égard des programmes européens de travailleurs étrangers, les gouvernements recherchent des étudiants-travailleurs,

mais obtiennent des *personnes* à la place. L'approche actuelle du Canada en matière d'éducation internationale reflète une forte logique économique à court terme, mais ce modèle n'est pas sans conséquences. Il est nécessaire de mettre en place un cadre stratégique plus durable pour l'éducation, qui concilie les objectifs économiques et les responsabilités sociales et éthiques à l'égard des étudiants recrutés. Sans une approche coordonnée et tournée vers l'avenir, et sans une attention particulière au ton du discours public, le Canada risque de saper la confiance du public et l'acceptabilité sociale qui sont essentielles au maintien de l'éducation internationale dans le cadre de sa stratégie plus large en immigration et pour le marché du travail.

Les recommandations suivantes se concentrent sur trois domaines : rétablir la confiance du public dans l'immigration, stabiliser le système d'enseignement supérieur et réduire les conditions d'exploitation potentielle. Ensemble, ces recommandations tracent la voie vers un cadre plus durable.

### Dans l'immédiat

Acteur	Recommandation
Gouvernement fédéral	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pendant les trois prochaines années, donner la priorité aux résidents temporaires habitant déjà au Canada, en augmentant de 40 % à 75 % la proportion prévue de ceux-ci dans l'ensemble des résidences permanentes accordées.</li> </ul>

### À moyen terme

Acteurs	Recommandations
Gouvernement fédéral	<ul style="list-style-type: none"> <li>Élaborer de façon collaborative une stratégie d'éducation internationale intersectorielle à plusieurs niveaux, en clarifiant les objectifs de recrutement et de rétention des étudiants internationaux.</li> </ul>
Gouvernements provinciaux	<ul style="list-style-type: none"> <li>Limiter l'inscription des étudiants internationaux principalement aux établissements publics accrédités et réglementer rigoureusement les processus de recrutement.</li> </ul>
Gouvernements fédéral et provinciaux	<ul style="list-style-type: none"> <li>Augmenter le financement public de l'enseignement supérieur afin de réduire la dépendance à l'égard des frais de scolarité internationaux et pour garantir un accès durable et de qualité aux étudiants canadiens.</li> <li>Développer et maintenir un outil de visualisation de données facilement accessible et destiné au public, qui publie de manière transparente des informations actualisées sur :             <ul style="list-style-type: none"> <li>les résultats des étudiants internationaux sur le marché du travail après l'obtention de leur diplôme ;</li> <li>les taux de transition vers la résidence permanente pour les étudiants internationaux (aux niveaux fédéral et provincial) ;</li> <li>les voies d'accès à la résidence permanente (aux niveaux fédéral et provincial).</li> </ul> </li> <li>Publier des évaluations de programmes tels que le programme Étudier et rester du Canada atlantique et le programme pilote pour les étudiants dans les communautés francophones en situation minoritaire, et travailler à leur élargissement. Ces programmes apportent un soutien intégré de bout en bout à l'établissement, ainsi que des voies clairement définies vers la résidence permanente, liées à des objectifs politiques spécifiques (maintien des zones rurales, priorités régionales en matière de marché du travail, etc.).</li> </ul>
Établissements d'enseignement postsecondaire et municipalités	<ul style="list-style-type: none"> <li>Lancer des initiatives d'intégration communautaire inspirées de pratiques prometteuses (p. ex. : Ville de Brampton et Sheridan College, 2022).</li> </ul>
Établissements d'enseignement postsecondaire	<ul style="list-style-type: none"> <li>Normaliser et rendre publics des repères institutionnels sur les résultats des étudiants (par exemple, en vertu du cadre pour les établissements reconnus), incluant les taux de rétention, d'insertion professionnelle et de satisfaction.</li> </ul>

## À long terme

Acteurs	Recommandations
Gouvernements fédéral et provinciaux	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Augmenter les investissements de base dans le système public d'enseignement supérieur du Canada afin de réduire la dépendance structurelle à l'égard des revenus tirés des frais de scolarité des étudiants internationaux.</li> <li>• Mettre en place des services d'établissement universellement accessibles, fiables et clairement coordonnés pour les étudiants internationaux, avec des responsabilités bien définies et des engagements de financement partagés entre les parties prenantes fédérales, provinciales et institutionnelles.</li> <li>• Élaborer des stratégies globales en matière de logement combinant des investissements ciblés dans le logement public abordable à proximité des campus postsecondaires et des financements dédiés aux établissements d'enseignement postsecondaire pour la construction de logements étudiants conçus à cet effet et explicitement liés aux services aux étudiants (orientation professionnelle, services d'établissement).</li> </ul>

Le système d'éducation internationale du Canada se trouve à la croisée des chemins. Les réformes récentes témoignent d'une prise de conscience des enjeux structurels majeurs, mais une action plus holistique et collaborative demeure nécessaire. Le Canada est désormais confronté à un choix : continuer à gérer la politique relative aux étudiants internationaux au moyen de solutions fragmentées et à court terme, ou investir dans un cadre cohérent, fondé sur des principes, qui non seulement répond aux objectifs en matière d'immigration, mais rétablit également la confiance du public et le respect des autres pays, donne la priorité au bien-être des étudiants internationaux et renforce l'enseignement supérieur canadien sur le long terme.

## RÉFÉRENCES

- Akbar, M. (2022). *Ensuring the success of international students: A collaborative model between governments, post-secondary institutions and the settlement sector*. Toronto Metropolitan University Canada Excellence Research Chair in Migration & Integration Policy Brief, 8. [https://www.torontomu.ca/content/dam/cerc-migration/Policy/CERCMigration\\_PolicyBrief08\\_AUG2022.pdf](https://www.torontomu.ca/content/dam/cerc-migration/Policy/CERCMigration_PolicyBrief08_AUG2022.pdf)
- Banting, K. et Soroka, S. (2020). A distinctive culture? The sources of public support for immigration in Canada, 1980–2019. *Canadian Journal of Political Science*, 53(4), 821-838. <https://doi.org/10.1017/S0008423920000530>
- Brunner, L. R. (2021). 'Edugration' as a wicked problem: Higher education and three-step immigration. *Journal of Comparative & International Higher Education*, 13(5S), 25-37. <https://doi.org/10.32674/jcihe.v13i5S.4061>
- Brunner, L. R. (2022). Towards a more just Canadian education-migration system: International student mobility in crisis. *Studies in Social Justice*, 16(1), 79-102. <https://doi.org/10.26522/ssj.v16i1.2685>
- Brunner, L. R. (2024). International student mobility and the politics of distance education. *British Journal of Educational Technology*, 56, 870-889. <https://doi.org/10.1111/bjet.13543>
- Brunner, L. R., Karki, K. K., Valizadeh, N., Shokirova, T. et Coustere, C. (2024). Unfamiliarities, uncertainties, and ambivalent long-term intentions: Conceptualizing international student-migrant settlement and integration. *Journal of International Migration and Integration*, 25, 973-996. <https://doi.org/10.1007/s12134-024-01116-1>
- Brunner, L. R. et Li, G. (2022). *The conflicting aims of higher education admission and immigration selection criteria in Canadian 'edugration.'* University of British Columbia Centre for Migration Studies Working Paper Series n° 2022/4. <https://migration.ubc.ca/publications/working-paper-series/the-conflicting-aims-of-higher-education-admission-and-immigration-selection-criteria-in-canadian-edugration>
- Brunner, L. R. et McCartney, D. M. (2025). Colonial logics as public secrets of international student mobility. *Nordic Journal of Comparative and International Education*, 9(2). <https://doi.org/10.7577/njcie.6047>
- Brunner, L. R., Trilokekar, R. D., Morris-Lange, S., Liu, H., Laufer, M., El Masri, A. et Joshi, A. (2025). Magnets, gatekeepers, surveillants, and refiners: The emergence of higher education institutions as migration governance actors in Australia, Canada, and Germany, 1990 to 2019. *International Journal of Educational Research*, 129, 102490. <https://doi.org/10.1016/j.ijer.2024.102490>
- Cabinet du Premier Ministre. (2025, 21 mai). *Lettre de mandat*. <https://www.pm.gc.ca/fr/lettres-de-mandat/2025/05/21/lettre-de-mandat>
- Calder, M. J., Richter, M. S., Mao, Y., Kovacs Burns, K., Mogale, R. S. et Danko, M. (2016). International students attending Canadian universities: Their experiences with housing, finances, and other issues. *Canadian Journal of Higher Education*, 46(2), 92-110. <https://doi.org/10.47678/cjhe.v46i2.184585>
- Champagne, J., Poulin-Moore, A. et Long, M. (2025, May 9). *The shift in Canadian immigration composition and its effect on wages*. Bank of Canada Staff Discussion Paper, 8. <https://publications.gc.ca/pub?id=9.951219&sl=0>
- Chiose, S. (2016, 7 novembre). Ottawa revises how it assesses permanent residence applications from international students. *The Globe and Mail*. <https://www.theglobeandmail.com/news/national/ottawa-to-revise-how-it-assesses-permanent-residence-applications/article32701307/>
- Choi, Y., Crossman, E. et Hou, F. (2021, 23 juin). Les étudiants étrangers comme source de main-d'œuvre : transition vers la résidence permanente. *Rapports économiques et sociaux*, 1(6). Catalogue de Statistique Canada n° 36-28-0001. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/36-28-0001/2021006/article/00002-fra.htm>

- Choi, Y., & Xu, L. (2025, July 23). Domaines d'études et professions des immigrants qui étaient étudiants étrangers au Canada avant leur immigration. *Rapports économiques et sociaux*, 5(7). Catalogue de Statistique Canada n° 36-28-0001. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/36-28-0001/2025007/article/00001-fra.htm>
- Collett, E. (2025, Avril). *International student mobility: A post-pandemic reset or a broader challenge?* Migration Policy Institute. <https://www.migrationpolicy.org/research/international-student-mobility>
- Coustere, C., Brunner, L. R., Shokirova, T., Karki, K. et Valizadeh, N. (2024). International graduate students as labour: Responding to the global imaginary. *Higher Education*, 88, 321-338. <https://doi.org/10.1007/s10734-023-01118-5>
- Crossman, E., Choi, Y. et Hou, F. (2021, 24). Les étudiants étrangers comme source de main-d'œuvre : la participation au marché du travail pendant les études. *Rapports économiques et sociaux*, 1(11). Catalogue de Statistique Canada n° 36-28-0001. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/36-28-0001/2021011/article/00001-fra.htm>
- Crossman, E., Lu, Y. et Hou, F. (2022, 18 janvier). Les étudiants étrangers comme source de main-d'œuvre : la participation au marché du travail après les études. *Rapports économiques et sociaux*, 1(12) Catalogue de Statistique Canada n° 36-28-0001. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/36-28-0001/2021012/article/00002-fra.htm>
- Dauvergne, C. (2016). *The new politics of immigration and the end of settler societies*. Cambridge.
- Dauwer, A. Z. (2018, octobre). *Assessing Canada's support of international students: A comprehensive review of Canada's retention and settlement of its 'model immigrants.'* Ryerson Centre for Immigration and Settlement Working Paper No. 2018/2. [https://www.torontomu.ca/content/dam/centre-for-immigration-and-settlement/tmcis/publications/workingpapers/2018\\_2\\_Dauwer\\_Zaheer\\_A\\_Assessing\\_Canadas\\_Support\\_of\\_International\\_Students\\_A\\_Comprehensive\\_Review\\_of\\_Canadas\\_Retention\\_and\\_Settlement\\_of\\_its\\_Model\\_Immigrants.pdf](https://www.torontomu.ca/content/dam/centre-for-immigration-and-settlement/tmcis/publications/workingpapers/2018_2_Dauwer_Zaheer_A_Assessing_Canadas_Support_of_International_Students_A_Comprehensive_Review_of_Canadas_Retention_and_Settlement_of_its_Model_Immigrants.pdf)
- Environics Institute for Survey Research. (2024, Fall). *Canadian public opinion about immigration and refugees*. <https://www.environmentalinstitute.org/projects/project-details/canadian-public-opinion-about-immigration-and-refugees--fall-2024>
- El Masri, A. et Khan, N. (2022). *International students' lived experiences: A review of literature*. Sheridan College Centre for Global Education and Internationalization. [https://source.sheridancollege.ca/cgei\\_resources/1](https://source.sheridancollege.ca/cgei_resources/1)
- Ellermann, A. et Gorokhovskaia, Y. (2019). The impermanence of permanence: The rise of probationary immigration in Canada. *International Migration*, 58(6), 45-60. <https://doi.org/10.1111/imig.12645>
- Ellis, E. (2023). Race and neoliberalism in the labour market integration of international student graduates in Canada. *Journal of International Students*, 13(3), 342-361. <https://doi.org/10.32674/jis.v13i2.4038>
- Etmanski, B. (2025, 5 février). International student graduates' labour market early outcomes: Results from the National Graduates Survey. *Insights on Canadian Society*. Catalogue de Statistique Canada n° 75-006-X. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/en/pub/75-006-x/2025001/article/00002-eng.pdf>
- Glass, C. R. et Cruz, N. I. (2023). Moving towards multipolarity: Shifts in the core-periphery structure of international student mobility and world rankings (2000-2019). *Higher Education*, 85, 415-435. <https://doi.org/10.1007/s10734-022-00841-9>
- Gouvernement du Canada. (2014). *Canada's international education strategy (2014-2019): Harnessing our knowledge advantage to drive innovation and prosperity*. <https://www.international.gc.ca/education/assets/pdfs/overview-apercu-eng.pdf>
- Gouvernement du Canada. (2019). *Building on success: International education strategy 2019-2024*. <https://www.international.gc.ca/education/assets/pdfs/ies-sei/Building-on-Success-International-Education-Strategy-2019-2024.pdf>
- Harden-Wolfson, E., Hutcheson, S. et Zhang, Y. (2025). Representing the problem of (un)ethical practices in Canada's post-pandemic international student policy landscape. *Canadian Journal of Higher Education*, 55(2), 114-131. <https://doi.org/10.47678/cjhe.v55i2.190701>

- Hawthorne, L. (2012). Designer immigrants?: International students and two-step migration. Dans D. K. Deardorff, H. d. Wit, J. D. Heyl et T. Adams (dir.), *The SAGE handbook of international higher education* (pp. 417-435). SAGE. <https://doi.org/10.4135/9781452218397.n23>
- Hiebert, D. (2016, juin). *What's so special about Canada? Understanding the resilience of immigration and multiculturalism*. Migration Policy Institute. <https://www.migrationpolicy.org/research/whats-so-special-about-canada-understanding-resilience-immigration-and-multiculturalism>
- Hou, F. (2024, 28 février). Amélioration des résultats des nouveaux immigrants sur le marché du travail depuis le milieu des années 2010. *Rapports économiques et sociaux*, 4(2). Catalogue de Statistique Canada n° 36-28-0001. <https://doi.org/10.25318/36280001202400200004-eng>
- Hou, F. et Picot, G. (2024, 24 janvier). Revenus des immigrants économiques sélectionnés dans le cadre d'un processus de sélection en une étape et en deux étapes : comparaisons par rapport à l'année d'arrivée. *Rapports économiques et sociaux*, 4(1). Catalogue de Statistique Canada n° 36-28-0001. <https://doi.org/10.25318/36280001202400100006-eng>
- Institute of International Education. (2024, novembre). *Project atlas 2024*. <https://www.iie.org/research-initiatives/project-atlas/>
- Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada. (2021). Le gouvernement met en place une nouvelle politique d'intérêt public temporaire pour aider les anciens étudiants étrangers à vivre, à travailler et à continuer de contribuer au Canada [communiqué de presse]. <https://www.canada.ca/fr/immigration-refugies-citoyennete/nouvelles/2021/01/le-gouvernement-met-en-place-une-nouvelle-politique-dinteret-public-temporaire-pour-aider-les-anciens-etudiants-etrangers-a-vivre-a-travailler-et-a.html>
- Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada. (2023, 23 juin). *Modernization of the international student program* [présentation]. International Student Program redesign stakeholder consultation.
- Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada. (2024a, janvier). *Cahier de transition du sous ministre d'IRCC 2024 - Recherche sur l'opinion publique concernant les attitudes des Canadiens à l'égard de l'immigration*. <https://www.canada.ca/fr/immigration-refugies-citoyennete/organisation/transparence/cahiers-transition/sous-ministre-2024/recherche-opinion-publique.html>
- Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada. (2024b, 18 mai). *Résidents temporaires: Détenteurs de Permis d'étude – Mises à jour mensuelles d'IRCC - Canada - Titulaires de permis d'études selon la province / le territoire, niveau d'études envisagé(e) et l'année à laquelle le permis est entré en vigueur* [ensemble de données]. <https://ouvert.canada.ca/data/fr/dataset/90115b00-f9b8-49e8-afa3-b4cff8facaee/resource/d3702eb4-5ef4-412f-86fd-219e6b8f5fdc>
- Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada. (2024c, 18 mai). *Résidents temporaires: Détenteurs de Permis d'étude – Mises à jour mensuelles d'IRCC - Canada - Titulaires de permis d'études ayant un permis valide en date du 31 décembre selon le pays de citoyenneté* [ensemble de données]. <https://ouvert.canada.ca/data/fr/dataset/90115b00-f9b8-49e8-afa3-b4cff8facaee/resource/3897ef92-a491-4bab-b9c0-eb94c8b173ad>
- Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada. (2024d, 18 mai). *Résidents temporaires: Détenteurs de Permis d'étude – Mises à jour mensuelles d'IRCC - Canada - Titulaires de permis d'études en date du 31 décembre selon la province / le territoire et niveau études* [ensemble de données]. <https://ouvert.canada.ca/data/fr/dataset/90115b00-f9b8-49e8-afa3-b4cff8facaee/resource/b663a97c-61d4-4e17-af51-0cba01ef3a44>
- Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada. (2024e, 7 août). *Étudiants étrangers : étudier, travailler et rester au Canada* [vidéo]. <https://www.canada.ca/en/immigration-refugees-citizenship/news/video/international-students.html>
- Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada. (2024f, 4 septembre). *Résidents temporaires: Détenteurs de Permis d'étude – Mises à jour mensuelles d'IRCC - Canada - Études postsecondaires selon l'établissement d'enseignement désigné (ÉED), la province / le territoire d'un ÉED et le type d'un ÉED et l'année à laquelle le permis est entré en vigueur* [ensemble de données]. <https://open.canada.ca/data/en/dataset/90115b00-f9b8-49e8-afa3-b4cff8facaee/resource/f49cfb41-2dfa-4376-b88e-32f45477c661>

- Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada. (2024g, 24 octobre). *Incidence de l'immigration sur la croissance de la population du Canada de 2014 à 2027*. Niveaux d'immigration au Canada. <https://www.canada.ca/en/immigration-refugees-citizenship/corporate/mandate/corporate-initiatives/levels/population-growth-2014-2027.html>
- Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada. (2024h, 18 mai). *Résidents temporaires: les détenteurs de Permis de travail du Programme de travailleurs étrangers temporaires (PTÉT) et du Programme de mobilité internationale (PMI) – Mises à jour mensuelles d'IRCC - Canada - Titulaires de permis de travail du programme de mobilité internationale selon la province / le territoire, le programme et l'année à laquelle le permis est entré en vigueur* [ensemble de données]. <https://open.canada.ca/data/en/dataset/360024f2-17e9-4558-bfc1-3616485d65b9/resource/8d4c4240-88ea-421d-b80d-6cc6a3d28044>
- Jones, G. et Noumi, C. (2018). Canada: Provincial responsibility, federal influence and the challenge of coordination. In M. Carnoy, I. Froumin, O. Leshukov, & S. Marginson (dir.), *Higher education in federal countries: A comparative study* (pp. 96–125). SAGE Publications. <https://doi.org/10.4135/9789353280734.n3>
- Lu, Y. et Hou, F. (2023, 25 octobre). Travailleurs étrangers au Canada : évolution de la composition et des taux d'emploi des titulaires d'un permis de travail. *Rapports économiques et sociaux*, 3(10). Catalogue de Statistique Canada n° 36-28-0001. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/36-28-0001/2023010/article/00004-fra.htm>
- Lu, Y. et Hou, F. (2024, 26 juin). Foreign workers in Canada: Differences in the transition to permanent residency across work permit programs. *Rapports économiques et sociaux*, 4(6). Catalogue de Statistique Canada n° 36-28-0001. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/36-28-0001/2024006/article/00001-eng.htm>
- MacDonald, M. (2024, 16 décembre). International student fallout hits the bottom line. *University Affairs*. <https://universityaffairs.ca/news/international-student-fallout-hits-the-bottom-line/>
- Marom, L. (2022). Market mechanisms' distortions of higher education: Punjabi international students in Canada. *Higher Education*, 85, 123–140. <https://doi.org/10.1007/s10734-022-00825-9>
- McCartney, D. M. (2021). "A question of self-interest": A brief history of 50 years of international student policy in Canada. *Canadian Journal of Higher Education/Revue canadienne d'enseignement supérieur*, 51(3), 33–50. <https://doi.org/10.47678/cjhe.vi0.189179>
- Mohamadian, M., Javdani, M., & Heroux-Legault, M. (2024, avril). *Public attitudes towards immigration in Canada: Decreased support and increased political polarization*. IZA Institute of Labour Economics. <https://docs.iza.org/pp211.pdf>
- Nguyen, T. T. et Sharma, M. (2024). Calling for equitable access to the Canadian labor market: Exploring the challenges of international graduate students in Canada. *Journal of International Students*, 14(5), 67-84. <https://doi.org/10.32674/p4m7k123>
- Nocos, C. (2025, 9 avril). *Shifting borders: Canadian attitudes towards immigration*. Broadbent Institute. <https://broadbentinstitute.ca/research/shifting-borders/>
- Organisation for Economic Co-operation and Development [OECD]. (2022). *International migration outlook 2022*. OECD Publishing. <https://doi.org/10.1787/30fe16d2-en>
- Organisation for Economic Co-operation and Development [OECD]. (2024). *International migration outlook 2024*. OECD Publishing. <https://doi.org/10.1787/50b0353e-en>
- Organisation for Economic Co-operation and Development [OECD]. (2025, 12 mars). *What are the key trends in international student mobility? Education Indicators in Focus*, 88. OECD Publishing. [https://www.oecd.org/en/publications/what-are-the-key-trends-in-international-student-mobility\\_2a423a76-en.html](https://www.oecd.org/en/publications/what-are-the-key-trends-in-international-student-mobility_2a423a76-en.html)
- Paquet, M. et Lawlor, A. (2022). Numbers and images: Representations of immigration and public attitudes about immigration in Canada. *Canadian Journal of Political Science*, 55(4), 827-851. <https://doi.org/10.1017/S0008423922000786>

- Pottie-Sherman, Y., Christensen, J., Foroutan, M. et Zhou, S. (2024). Navigating the housing crisis: A comparison of international students and other newcomers in a mid-sized Canadian city. *Canadian Geographies / Géographies canadiennes*, 68, 44-56 <https://doi.org/10.1111/cag.12869>
- Raj, A. (Host). (2024, 9 février). Is Canada's consensus on immigration fracturing? [Audio podcast episode]. In *It's Political*. The Toronto Star. [https://www.thestar.com/podcasts/its-political/is-canada-s-consensus-on-immigration-fracturing/article\\_53cf4984-c6d0-11ee-b574-4f2859d9434b.html](https://www.thestar.com/podcasts/its-political/is-canada-s-consensus-on-immigration-fracturing/article_53cf4984-c6d0-11ee-b574-4f2859d9434b.html)
- Richardson, B. et Hussain, Y. (2022, 1<sup>er</sup> septembre). *Course correction: How international students can help solve Canada's labour crisis*. Royal Bank of Canada Research Insights. <https://www.rbc.com/en/thought-leadership/economics/featured-insights/course-correction-how-international-students-can-help-solve-canadas-labour-crisis/>
- Robertson, S. (2013). *Transnational student-migrants and the state: The education-migration nexus*. Palgrave Macmillan.
- Roslyn Kunin and Associates. (2023, 30 novembre). *Economic impact of international education in Canada: An update of 2022 impact*. <https://www.international.gc.ca/education/assets/pdfs/RKA-International-student-impact-2022-En.pdf>
- Sabzalieva, E., El Masri, A., Joshi, A., Laufer, M., Trilokekar, R. D. et Hass, C. (2022). Ideal immigrants in name only? Shifting constructions and divergent discourses on the international student-immigration policy nexus in Australia, Canada, and Germany. *Policy Reviews in Higher Education*, 6(2), 178-204. <https://doi.org/10.1080/23322969.2022.2096106>
- Schinnerl, S. (2021). *The influence of higher education on immigration policy in Canada* [Présentation de doctorat, University of British Columbia]. cIRcle. <https://doi.org/10.14288/1.0402423>
- Schinnerl, S., & Ellermann, A. (2023). The education-immigration nexus: Situating Canadian higher education as institutions of immigrant recruitment. *Journal of International Migration and Integration*, 24(Suppl 3), 599-620. <https://doi.org/10.1007/s12134-023-01043-7>
- Scott, C., Safdar, S., Trilokekar, R. D. et El Masri, A. (2015). International students as 'ideal immigrants' in Canada: A disconnect between policy makers' assumptions and the lived experiences of international students. *Canadian and international education/Éducation canadienne et internationale*, 43(3), 5. <https://doi.org/10.5206/cie-eci.v43i3.9261>
- Shokirova, T., Brunner, L. R., Karki, K. K., Coustere, C. et Valizadeh, N. (2022). Confronting and reimagining the orientation of international graduate students: A collaborative autoethnography approach. *Journal of Teaching and Learning*, 16(2), 5-27. <https://doi.org/10.22329/jtl.v16i2.7019>
- Statistique Canada. (2020, 17 décembre). Estimations de la population du Canada, troisième trimestre de 2020. *Le Quotidien*. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/201217/dq201217b-fra.htm>
- Statistique Canada. (2015, 26 mai). *Population projections for Canada (2013 to 2063), provinces and territories (2013 to 2038)*. Catalogue n° 91-520-X. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/en/pub/91-520-x/91-520-x2014001-eng.pdf>
- Statistique Canada. (2024, 27 novembre). De la recherche aux connaissances : les travailleurs étrangers temporaires au Canada. Catalogue n° 11-631-X. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/11-631-x/11-631-x2024006-fra.htm>
- Statistique Canada. (2025a, 18 juin). Estimations de la population du Canada, premier trimestre de 2025. *Le Quotidien*. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/250618/dq250618a-fra.htm>
- Statistique Canada. (2025b, 19 mars). Estimations de la population du Canada, quatrième trimestre de 2024. *Le Quotidien*. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/250319/dq250319a-fra.htm>
- Statistique Canada. (2025c, 2 février). Tableau de bord de l'éducation des étudiants du primaire au niveau postsecondaire : inscriptions, sanctions d'études et droits de scolarité [ensemble de données]. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/71-607-x/71-607-x2022019-fra.htm>
- Statistique Canada. (2025d, 18 juin). Estimations du nombre de résidents non permanents par type, trimestrielles [Tableau 17-10-0121-01]. [https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=1710012101&request\\_locale=fr](https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=1710012101&request_locale=fr)

- Statistique Canada. (2025e, 18 juin). Estimations trimestrielles du nombre de résidents non permanents par type, provinces et territoires : tableau de bord interactif [Produit de visualisation des données 71-607-X2025009]. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/fr/catalogue/71-607-X2025009>
- Stein, S. et Andreotti, V. (2016). Cash, competition, or charity: International students and the global imaginary. *Higher Education*, 72(2): 225-239. <https://doi.org/10.1007/s10734-015-9949-8>
- Stick, M., Hou, F. et Zhang, H. (2024, 22 mai). Taille convenable du logement des étudiants étrangers selon les municipalités. *Rapports économiques et sociaux*, 4(5). Catalogue de Statistique Canada n° 36-28-0001. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/fr/catalogue/36280001202400500001>
- Triadafilopoulos, T. et Taylor, Z. (2023). The domestic politics of selective permeability: Disaggregating the Canadian migration state. *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 50(3), 702-725. <https://doi.org/10.1080/1369183X.2023.2269785>
- Trilokekar, R. D. et Kizilbash, Z. (2013). IMAGINE: Canada as a leader in international education. How can Canada benefit from the Australian experience? *Canadian Journal of Higher Education*, 43(2), 1-26. <https://doi.org/10.47678/cjhe.v43i2.2103>
- Usher, A. et Balfour, J. (2024). *The state of postsecondary education in Canada, 2024*. Higher Education Strategy Associates. [https://higherstrategy.com/wp-content/uploads/2024/09/2024-09-04\\_SPEC-2024\\_v1\\_Publications.pdf](https://higherstrategy.com/wp-content/uploads/2024/09/2024-09-04_SPEC-2024_v1_Publications.pdf)
- Ville de Brampton et Sheridan College. (2022). *Brampton charter for improving the international student experience*. <https://www.sheridancollege.ca/about/administration-governance/institutional-plans/brampton-charter-international-student-experience>
- Wilkes, R. et Corrigan-Brown, C. (2011). Explaining time trends in public opinion: Attitudes towards immigration and immigrants. *International Journal of Comparative Sociology*, 52(1-2), 79-99. <https://doi.org/10.1177/0020715210379460>
- Wilkes, R., Guppy, N. et Farris, L. (2008). “No thanks, we’re full”: Individual characteristics, national context, and changing attitudes toward immigration. *International Migration Review*, 42(2), 302-329. <https://doi.org/10.1111/j.1747-7379.2008.00126.x>
- Wong, V. et Sohi, A. (2025). Racial capitalism, neocolonial wealth transfer, and Canadian international student policy. *Dalhousie Law Journal*, 48(1).
- Zhong, J., Lu, Yuqian, Choi, Youjin et Zhang, Jue. (2024, 24 janvier). Travailleurs étrangers temporaires exerçant des professions peu spécialisées dans l'industrie des services d'hébergement et de restauration : transition vers le statut de résident permanent et maintien en emploi dans l'industrie après la transition. *Rapports économiques et sociaux*, 4(1). Catalogue de Statistique Canada n° 36-28-0001. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/36-28-0001/2024001/article/00001-fra.htm>





INSTITUT  
DE RECHERCHE  
EN POLITIQUES  
PUBLIQUES

INSTITUTE  
FOR RESEARCH  
ON PUBLIC  
POLICY

L'IRPP contribue à l'amélioration des politiques publiques en produisant des recherches et des analyses approfondies qui éclairent le débat sur les grands enjeux auxquels sont confrontés les Canadiens et leurs gouvernements.

The IRPP seeks to improve public policy in Canada by generating research, providing insight and influencing debate on current and emerging policy issues facing Canadians and their governments.

---

Pour commander ce document ou demander la permission de l'utiliser ou de le reproduire, veuillez communiquer avec l'IRPP.

IRPP  
1470, rue Peel, bureau 200  
Montréal (Québec) H3A 1T1  
Téléphone : 514 985-2461  
Télécopieur : 514 985-2559  
Courriel : [irpp@irpp.org](mailto:irpp@irpp.org)